

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Basse-Normandie

Saint-Lô, le 19 novembre 2013

Unité Territoriale de la Manche

Affaire suivie par : Laurent PALIX
laurent.palix@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02 50 71 50 54 Fax : 02 50 71 50 59
LP/CL 2013-404

RAPPORT DEVANT LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

OBJET : Législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Instruction de la demande d'actualiser les conditions d'exploitation de l'établissement de la
S.A.S.U. CPC Cotentin situé à La Haye du Puits

Par transmission du 28 novembre 2012, M. le Préfet de la Manche nous a demandé d'instruire la
demande présentée par la société CPC COTENTIN d'actualiser les conditions d'exploitation de son
établissement situé ZI La Canurie à La Haye du Puits.

I. DESCRIPTION DE L'ÉTABLISSEMENT ET DE SON ENVIRONNEMENT

-activités de l'établissement

La société CPC Cotentin exploite un établissement spécialisé dans l'activité d'impression sur les
communes de La Haye du Puits et de Saint Symphorien le Valois pour partie. Elle mettait en œuvre deux
techniques d'impression : l'héliogravure sur emballages souples (films plastiques, papiers) et le procédé
Offset sur feuilles de papier (étiquettes). Ces opérations étaient effectuées dans des bâtiments distincts.
Les principaux clients sont les industries de l'agroalimentaire, des cosmétiques, des produits ménagers et
d'hygiène corporelle.

Le site emploie 135 salariés.

Il est essentiellement composé :

- d'un bâtiment dit HELIO de production abritant notamment les 5 lignes d'impression, le local de
de préparation des encres, le local de nettoyage des cylindres d'impression,
- d'un bâtiment de stockage des matières premières,

- d'une aire extérieure de stockage des encres, vernis et solvants et de 2 cuves enterrées à double enveloppe de stockage de solvants,
- d'un bâtiment dit OFFSET abritant notamment une machine d'impression OFFSET, des zones de stockage de matières premières et de produits finis, des machines de découpe et de perforation,
- d'un oxydeur thermique de traitement des émissions atmosphériques des lignes d'impression HELIO.

Le rapport comporte un plan de situation de ces installations dans son environnement en annexe 1.

-environnement du site

L'environnement proche est composé d'entreprises de la zone industrielle et de champs.

Des habitations sont situées au Nord-Ouest de l'établissement sur la commune de Saint-Symphorien le Valois. L'habitation la plus proche du site se trouve à environ 40 mètres des limites de propriété. Cette proximité résulte de l'acquisition des terrains de l'ancienne gendarmerie faite pour maintenir un éloignement des riverains du site industriel et créer un nouveau stockage extérieur des encres et vernis en substitution de l'actuel afin d'éloigner ces stocks de l'usine. Au Sud-Ouest, la plus proche habitation de la commune de La Haye du Puits se trouve à environ 100 mètres. L'agglomération de La Haye du Puits est située à 500 mètres.

L'établissement ne comprend aucune zone remarquable. Il est localisé dans le Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin. Les sites Natura 2000 les plus proches sont situés à 5 km environ (site Basses-vallées du Cotentin et Baie des Veys et site Marais du Cotentin et du Bessin – Baie des Veys). Des zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I sont recensées à plusieurs kilomètres du site et une zone de type II intitulée « Sommets gréseux du Cotentin » est située à 300 mètres au Nord-Est du site.

-situation administrative

Cet établissement dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 26 février 2001. Depuis cette date, des évolutions sont intervenues entraînant des modifications substantielles du classement de certaines activités classées ou des augmentations significatives de capacités de fabrication ou d'emploi. Dans ces conditions, la société CPC COTENTIN devait actualiser son autorisation d'exploiter.

Dans ce cadre, le pétitionnaire demande l'autorisation d'exploiter les 5 lignes d'impression « héliogravure » sans restriction, car l'exploitation actuelle des lignes est « bridée » par un dispositif empêchant le fonctionnement simultané des lignes appelées DCM7 et DCM8 pour ne pas dépasser la capacité de l'oxydeur thermique. A l'appui, il prévoit d'optimiser les conditions de captation de lignes d'impression pour réduire le débit global de polluants à traiter et le rendre compatible avec les caractéristiques de fonctionnement de l'oxydeur.

En raison de sa consommation annuelle de solvants d'environ 900 t, cet établissement est soumis aux obligations découlant de directives européennes de mettre en œuvre les meilleurs techniques disponibles de prévention et de réduction de la pollution du secteur de l'impression héliogravure (seuil à 200 t/an).

La description et le classement des activités classées sont précisés dans le tableau ci-dessous ainsi que le classement antérieur :

Rubrique	Activité	Régime	Description des installations	Description des activités en 2001
2450.2.a	Imprimerie sur matières plastiques en héliogravure, la quantité de produits consommés pour revêtir le support étant supérieur à 200 kg/j	A	Dans un premier temps : 4 machines d'impression héliogravure en fonctionnement en même temps et 1 imprimante Offset. Quantité d'encres et vernis consommée : 1160 kg/j Application de colles sur certains supports après leur impression (complexage:contrecollage). Quantité maximale utilisée : 500 kg/j	Quantité d'encres et vernis consommée : 952 kg/j classement à autorisation A noter que la colle utilisée pour le

			<p>Soit une quantité maxi consommée totale : 1410 kg/j</p> <p>Dans un second temps : 5 machines d'impression héliogravure en fonctionnement en même temps et 1 imprimante Offset. Quantité d'encre et vernis consommée : 1595 kg/j</p> <p>Application de colles sur certains supports après leur impression (complexage:contrecollage). Quantité maximale utilisée : 500 kg/j</p> <p>Soit une quantité maxi consommée totale : 1845 kg/j</p>	complexage était alors classée sous la rubrique 2940.
1432.2.a	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables, visés à la rubrique 1430 la capacité équivalente totale étant supérieure à 100 m³	A	<p>Une cuve enterrée séparée en 2 compartiments : 1 de 10 m³ d'alcool éthylique, 1 de 20 m³ d'acétate d'éthyle</p> <p>Une 2^{ème} cuve enterrée séparée en 3 compartiments : 1 de 5 m³ d'acétate d'isopropyle, 1 de 5 m³ d'acétate de n-propyl, 1 de 5 m³ d'alcool n-propylique.</p> <p>Cuves enterrées double peau : coefficient d'équivalence = 1/5 ; Soit 9 m³ stockés en cuves enterrées.</p> <p>Dépôts maxi aériens de liquides inflammables dans future zone de stockage d'encre : 160 m³.</p> <p>Dépôt déchets liquides inflammables : 24 m³</p> <p>La capacité équivalente totale est donc de 193 m³</p>	<p>1 cuve enterrée de 10 m³ d'acétate d'éthyle</p> <p>1 cuve enterrée de 20 m³ d'acétate d'isopropyle</p> <p>Dépôt aériens : 104,7 m³</p> <p>Soit une capacité équivalente totale de 131,7 m³</p>
1433.B.a	Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables, la quantité équivalente étant supérieure à 10 t	A	<p>Les liquides inflammables utilisés pour le mélange sont mélangés dans une cuve de 200 kg</p> <p>Dans la station de préparation des encres, la quantité totale de liquides inflammables employée pour le mélange varie, selon les périodes entre : 10 et 15 t</p>	Quantité équivalente 6 t classement à déclaration
2564.1	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces métalliques par des procédés utilisant des solvants organiques, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1 500 l	A	<p>HELIO Machine à laver les encrins 1300 l, tapis lavage cylindres : 2 x 75l, 2 bacs de traitement 2x 150 l, distillateur : 250 l</p> <p>OFFSET Fontaine de dégraissage : 110 l</p> <p>soit un volume total des cuves de traitement de 2 110 l</p>	Non mentionné
2661.2.a	Transformation de matières plastiques par procédé mécanique tel que le découpage, la quantité traitée étant supérieure ou égale à 20 t/j	A	<p>Découpe des films plastiques (avec 6 bobineuses)</p> <p>Quantité maxi traitée : 21 t/j</p>	<p>Découpe des films plastiques.</p> <p>Quantité maxi traitée : 6,67 t/j</p> <p>classement à déclaration</p>
2910.A2	Installation de combustion consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, ..., des fiouls lourds, ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques ..., si la puissance thermique maximale est supérieure ou égale à 2 MW et < 20 MW	D	<p>HELIO : 1 chaufferie contenant 2 chaudières eau chaude au gaz naturel, total 747 kW</p> <p>+Brûleurs gaz sur lignes HELIO de 2588 kW</p> <p>+installation de combustion de l'installation de chauffage par fluide caloporteur organique associée à la ligne d'impression ROTOMEC de 805 kW</p> <p>soit une puissance totale de 4,2 MW.</p>	<p>Chaudières : 1 157 kW</p> <p>Brûleurs gaz sur les lignes HELIO 2 000 kW</p> <p>soit une puissance totale de 3 157 kW</p>
2915.2	Chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles	D	<p>Chaudière fluide thermique associée à la machine d'impression ROTOMEC</p> <p>2 080 l de fluide caloporteur (machine+chaudière+vase d'expansion+tuyaux) à la température d'utilisation de 230°C (thermostat de sécurité réglé au maximum à 245°C). Le point éclair du fluide MOBILTHERM 610 est à</p>	

	d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l		250 °C	
2663.2	Stockage de produits sont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de matières plastiques, le volume étant inférieur à 1 000 m3	NC	Bobines à imprimer 450 t, bobines imprimées 300 t, film rétractables pour les expéditions 0,8 t, mandrins plastiques 18 t soit stockage maxi total de 768,8 m³	A noter que ce stockage était précédemment classé sous la rubrique 2662 Volume stocké 243 m³

Le 27 mars 2013, le pétitionnaire a porté à la connaissance (PAC) de la préfecture de la Manche l'arrêt de l'activité OFFSET et le projet d'agrandir le bâtiment HELIO pour y transférer l'ensemble des activités liées à l'héliogravure présentes dans le bâtiment OFFSET. En effet, le projet prévoit de le démolir et de réorganiser les flux de production au sein de l'usine et les expéditions (cf annexes 2 et 2bis).

Le dossier de porter à connaissance comporte une étude d'impact et une étude de dangers actualisées qui modifient celles du dossier mis à l'enquête dans le sens d'une réduction des risques et de certains impacts. La situation administrative de l'établissement n'est pas modifiée, mais la description des installations classées est quelque peu changée avec l'arrêt de l'OFFSET. L'inspection des installations classées a jugé la modification non substantielle.

Le présent rapport d'instruction intègre les modifications du dossier de PAC.

II. INSTRUCTION DE LA DEMANDE

II.1 Recevabilité de la demande

La demande de la société CPC COTENTIN a été présentée le 1er février 2012. Complétée à la demande de l'inspection, elle a été déclarée complète et régulière le 6 avril 2012.

II.2 Avis de l'autorité environnementale

Conformément à l'article R.122-13 du Code de l'environnement, Monsieur le Préfet de Région a donné son avis sur l'étude d'impact du dossier de demande le 22 juin 2012. La conclusion est reprise ci-dessous :

"Les principaux enjeux environnementaux qui pourraient être impactés par l'établissement ont été correctement identifiés. L'analyse des impacts sur l'environnement et la santé, ainsi que l'étude de dangers sont proportionnées au projet et les mesures proposées pour leur maîtrise sont adaptées."

Pour mémoire, l'avis est transmis au pétitionnaire et joint au dossier d'enquête publique.

II.3 Enquête publique

La demande a été soumise à enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 12 septembre 2012. Celle-ci s'est déroulée du 8 octobre au 8 novembre 2012 inclus. Aucune déposition ni courrier n'a été déposée lors de l'enquête publique.

Dans son rapport, le Commissaire enquêteur considère que le projet permettra une amélioration de la productivité par la mise en marche simultanée des cinq machines d'impression et une diminution des risques de pollution des sols, des eaux notamment par l'aménagement d'une zone de stockage des encres sécurisée. Il constitue un projet de développement durable et cohérent. En conclusion, il donne un avis favorable à l'actualisation des conditions

d'exploitation des ateliers d'impression héliogravure et offset par la S.A.S.U. CPC Cotentin sise à la Haye du Puits et à Saint Symphorien le Valois.

II.4 Consultations

Les différents services administratifs et communes concernées par le rayon d'affichage (2 km) ont été consultés par M. le Préfet de la Manche.

Avis des conseils municipaux

Les avis des conseils municipaux des 7 communes concernées ont été recueillis. Les communes de La Haye du Puits, Saint Symphorien le Valois, Bolleville, Neufmesnil, Saint-Nicolas de Pierrepont, Mobecq et Lithaire émettent un avis favorable.

Avis des services administratifs

Direction Départementale des Territoires et de la Mer (avis du 13/09/2012)

Le projet a suscité les remarques suivantes :

"Régularisation des eaux de pluie :

Un enjeu particulier tenant aux phénomènes d'inondation en aval du site notamment sur la commune de Bolleville, avait provoqué à la première instruction du dossier, un avis sur la gestion des eaux pluviales.

Ce dossier ne traite pas de la gestion quantitative des eaux sur le site. En effet, sur le plan global, un bassin existe mais ne sert qu'au futur lotissement qui gèrera les eaux pluviales. Il est sans connexion avec le site CPC. Au Nord-ouest du site CPC, un bassin existe mais sa fonction est limitée à récupérer les eaux éventuellement polluées par les encres (p. 161/401).

Même si le dossier ne crée pas de nouvelles surfaces imperméabilisées et a pour but d'actualiser le classement des activités ICPE et les conditions d'exploitation (déploiement des 5 lignes d'impression), il est important de préciser cette gestion des eaux pluviales au regard de l'enjeu en aval. Il serait souhaitable que la commune passe une convention avec l'entreprise visant à agréer l'apport sans aucune régulation des eaux de pluie se déversant de l'entreprise dans le réseau.

Sécurité routière :

Page 162 et 210 du dossier, est examinée la sécurité routière. Or surtout page 210, il n'est pas fait état de traversées d'engins signalées par des panneaux danger A14 + M9Z sur le chemin de la Canurie. Le nombre de traversées et les risques n'ont pas été quantifiés avec des solutions à apporter si cette traversée comporte des risques d'accident avec les camions.

La présence de la déchetterie n'est pas mentionnée alors qu'elle est propre à générer un trafic non négligeable sur la voie.

Urbanisme :

Page 87 de l'étude d'impact, les communes rattachées à la communauté de La Haye du Puits ne disposent plus de la compétence sur les documents d'urbanisme (élaboration, révision, modification) depuis le 14 mai 2012. C'est donc la communauté de communes qui lancera la procédure de modification."

Interrogée, Mme la Présidente de la communauté de communes de la Haye du Puits a précisé le 28 avril 2013 que le PLU de Saint-Symphorien avait été modifié, rendant compatible les règles d'urbanisme applicables aux parcelles occupées par l'établissement CPC COTENTIN.

Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (avis du 23/08/2012)

Le Chef du SIDPC a donné l'avis suivant :

"Après recherches dans les bases documentaires détenues par le service et à la lecture des documents produits par l'exploitant, il relève que de nombreux phénomènes dangereux présentent les conséquences à l'extérieur de l'emprise de la société.

En effet, malgré la prise en compte des murs et portes coupe feu présentes dans l'établissement, un incendie dans l'atelier d'impression Hélios ou bien dans le bâtiment Offset générerait des zones d'effets thermiques en dehors des limites de l'établissement.

Afin de maîtriser et réduire ce risque, la société étudie la mise en place d'un équipement de systèmes d'extinction automatique d'incendie au CO2 de son parc machine.

Cependant, au vu du calendrier de travaux (2012-2015) et des enjeux humains concernés, notamment le chemin de la canurie qui dessert la zone industrielle (+2000 véhicules/jour), j'émet un avis défavorable à la demande présentée par la S.A.S.U. CPC du Cotentin.

Par ailleurs, je vous demande de bien vouloir tenir compte des observations formulées par le service départemental d'incendie et de secours."

Le trafic cité d'accès à la zone industrielle de la Canurie (>2 000 véhicules/jour) correspond en fait à celui de la route départementale n°903 (2974 véhicules par jour dont 259 poids-lourds). Il a été repris par le bureau d'études pour évaluer de façon majorante et par défaut, le nombre de personnes susceptibles d'être impactées par les effets thermiques sortant du site. La méthode de comptage des personnes susceptibles d'être impactées se base, entre autres, sur le trafic journalier. De plus, le scénario qui impactait le plus la route d'accès à la zone industrielle était l'incendie généralisé du bâtiment OFFSET. Or, ce bâtiment doit être démoli.

Service Départemental d'Incendie et de Secours (avis du 21/08/2012)

Il émet un avis favorable au projet sous réserve de :

"1°) Suivre en tous points les règles de sécurité qui seront imposées au pétitionnaire, par le service chargé du contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement, le projet relevant du titre I du livre V du code de l'environnement, rubriques :

- 2450.2.a - Imprimerie ou ateliers de reproduction graphique
- 1432.2.a - Stockage en réservoirs de liquides inflammables
- 1433.B.a - Installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables
- 2564.1 - Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces
- 2661.2.a - Transformations de polymères

2°) Doter le projet d'extincteurs appropriés aux risques en nombre suffisant et maintenus en bon état de fonctionnement.

3°) Respecter les règles générales de sécurité rappelées dans le dossier de demande d'autorisation.

4°) Assurer, à moins qu'elle n'existe déjà, la défense extérieure contre l'incendie, par 5 poteaux de diamètre 100 mm (norme NFS 61-213) piqués directement sans passage par compteur ni by-pass, sur une ou des canalisations assurant un débit minimal simultané de 300 m3/heure, sous une pression dynamique de 1 bar. Le premier hydrant devra être placé à moins de 100 m du bâtiment, par les chemins praticables, les hydrants étant distants entre eux de 200 mètres maximum, mesurés par les voies engins.

Implanter ces hydrants en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci et les faire réceptionner en présence d'un représentant du service départemental d'incendie et de secours.

Dans le cas où des difficultés techniques seraient rencontrées pour réaliser cette prescription, le pétitionnaire pourra se renseigner à l'adresse ci-après pour assurer la défense extérieure contre l'incendie du projet d'une manière équivalente (réserve d'eau naturelle ou artificielle, etc...)."

Suite à l'évolution du dossier résultant du projet d'agrandissement du bâtiment HELIOS et de destruction du bâtiment OFFSET, l'avis du SDIS sur les nouveaux calculs des besoins en eaux d'extinction a été sollicité. Dans son avis du 12 avril 2013, le commandant du SDIS nous précise les points suivants :

"La défense extérieure contre l'incendie de l'établissement, actuellement réalisée par les 2 hydrants et une réserve incendie située à proximité du site, apparaît suffisante au regard du calcul des besoins en eau basé sur la plus grande surface, non recoupée et enclouonnée par des murs coupe-feu du site.

Les mesures de protection du risque incendie envisagées, tel que définies ci-dessous, doivent être de nature à éviter un embrasement généralisé à l'ensemble du site et à en limiter ses effets thermiques :

- assurer l'isolement de l'atelier de production du hall de stockage de matières premières et du stock de produits finis par des murs et des portes coupe-feu 2 heures,*
- mettre en place de la détection incendie avec report d'alarme dans tout le bâtiment,*
- positionner des robinets d'incendie armés et des extincteurs appropriés aux risques à défendre et en nombre suffisant,*
- doter les locaux d'un système de désenfumage dont les commandes soient facilement accessibles."*

Délégation Départementale de l'Agence Régionale de Santé (avis du 07/11/2012)

Le service émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte des remarques suivantes :

«

- Gestion des effluents gazeux :

Les émissions atmosphériques et leur traitement constituent l'un des principaux enjeux environnementaux de cette activité. Des équipements sont déjà en place pour recycler et traiter les émissions chargées de solvants. Cependant, certains rejets (machines à laver et nettoyage manuel des matériels) sont évacués sans traitement. Par ailleurs, le pétitionnaire envisage le fonctionnement simultané de 5 machines (au lieu de 4 dans les conditions d'autorisation actuelles) dont les émissions pourraient être traitées par l'oxydeur thermique en place, après nécessaire optimisation du fonctionnement aéraulique desdites machines d'impression.

Compte tenu des dysfonctionnements de l'oxydeur thermique relatés dans l'étude d'impact au cours du 2ème semestre 2008, il apparaît nécessaire que l'entreprise justifie, de manière régulière, du bon fonctionnement de ce traitement au-delà de la mesure annuelle caractérisant la qualité des émissions traitées. Il serait souhaitable que le pétitionnaire prévoie, à cet effet, un protocole de suivi et d'enregistrement de paramètres caractéristiques – notamment la température qui justifie l'oxydation complète des Composés Organiques Volatils (COV) annoncée par le fournisseur tels que décrits au paragraphe 4-2-3 de l'étude des dangers.

Le respect des exigences réglementaires en matière de rejets de solvants repose, en effet, sur la capacité de cet oxydeur et son rendement mais il est également conditionné par les travaux d'optimisation décrits en annexe du dossier (proposition « Opérationnel Annexe 9 »). Les engagements du pétitionnaire à les concrétiser devront faire l'objet de prescriptions assorties d'un échéancier dans l'arrêté.

- Prévention des pollutions accidentelles ou liées aux eaux d'extinction :

L'avis de l'autorité environnementale en date du 22 juin 2012 pointait l'absence de bassin de confinement destiné à recueillir des rejets accidentels ainsi que les eaux d'extinction en cas de sinistre. A défaut de possibilité d'aménagement sur le site même de l'entreprise, d'autres solutions pourraient être envisagées à l'échelle de la zone. Un examen des moyens disponibles en collaboration avec les partenaires ou interlocuteurs concernés [SDIS, collectivité(s)], comme c'est le cas pour la sécurité de l'approvisionnement en eau nécessaire à la défense-incendie, pourrait être prescrit. »

Parc Naturel Régional des Marais du Cotentin et du Bessin (avis du 7/09/2012)

Madame la Directrice indique que ce dossier n'appelle pas de remarques particulières.

III. ANALYSE DE LA DEMANDE

Les principaux enjeux du dossier portent sur la prévention de la pollution de l'air et la maîtrise des risques accidentels liés au stockage et à l'emploi d'encre, vernis et de solvants, produits inflammables et volatils, ainsi qu'aux stockages de matières premières et de produits finis.

Les impacts et les risques des activités de l'établissement sont examinés dans cette partie, en tenant compte des observations issues des consultations.

III.1. Prévention de la pollution de l'air

Les effluents gazeux générés sont constitués de vapeurs de solvants dans leur grande majorité. Ils sont notamment émis par :

- les machines d'impression héliogravure,
- la machine à laver les outils de production,
- la préparation et le mélange des encres.

Les émissions des machines d'impression sont captées et dirigées vers un oxydeur thermique pour traitement des composés organiques volatils. Les rejets de l'oxydeur sont contrôlés annuellement et les résultats sont inférieurs aux valeurs limitées à respecter (à l'exception d'une mesure pour le paramètre CO en 2012) :

Composés	No_x	CO	COV non méthanique en équivalent Carbone	CH₄	Rdt épuration en %
Valeur Limite en mg/m³	100	100	50 ⁽¹⁾	50	
mesures du 15 avril 2011	7	69	9	1	98,6
mesures du 12 février 2012	6	150	19,8	1	94,5
mesures du 17 mai 2013	7,1	97,8	12,1	1	98,4

(1) : en cas d'utilisation d'une technique d'oxydation pour élimination du COV, VL = 20 mg/m³ ou 50 mg/m³ si rendement d'épuration > 98 %.

Depuis sa mise en service en septembre 2003, l'oxydeur a subi de nombreuses avaries entraînant des périodes d'indisponibilités plus ou moins longues. Pour les prévenir et en minimiser la durée, l'exploitant a passé un contrat de maintenance avec une société spécialisée (sté OPERATIONAL) qui effectue deux visites d'entretien par an. Par ailleurs, il est prévu contractuellement une intervention rapide en cas de panne. A cet égard, CPC Cotentin a défini une liste de pièces détachées à détenir sur site pour réduire les temps d'intervention.

La société CPC COTENTIN a équipé l'oxydeur d'un dispositif de surveillance permettant de détecter les arrêts de fonctionnement et d'alerter les personnels d'exploitation de manière à engager les actions correctives dans les meilleurs délais. Il y a également un suivi régulier de la température d'oxydation.

En matière d'évaluation des rejets diffus, l'établissement réalise chaque année un plan de gestion des solvants (PGS) consistant en un bilan matière des "entrées" et des "sorties" de solvants à partir duquel les émissions diffuses annuelles sont évaluées. Les derniers « plans de gestion de solvants (PGS) » réalisés par l'exploitant montre que le taux des émissions diffuses du site (c'est-à-dire non canalisées) oscillent entre 10 et 12% de la quantité utilisée de solvants, ce qui est en deçà du seuil réglementaire fixé à 20% pour les activités d'héliogravure (cf Article 30.19 – Imprimerie de l'Arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié).

Les émissions canalisées de la laverie et du local de préparation des encres (extraction de l'air ambiant du local) sont effectuées directement en toiture, sans traitement. Il est complexe de les raccorder à l'oxydeur thermique. En particulier, raccorder la machine à laver les encres qui comporte un dispositif de régénération des solvants, peut poser des problèmes de sécurité en raison des caractéristiques des rejets (les rejets sont de faible durée, cycliques et concentrés avec un risque potentiel d'atteindre le seuil d'explosivité) et perturber le fonctionnement de l'oxydeur (bouffées concentrées). Des mesures ont été pratiquées sur les rejets de la machine. Les résultats montrent des pics importants de concentration avec dépassement d'un facteur 3 à 4 de la valeur limite réglementaire.

Dans ces conditions, l'exploitant a annoncé sa décision de mettre en œuvre un Schéma de Maîtrise des Émissions (SME), alternative réglementaire au respect strict des valeurs limites. Il s'agit d'une démarche qui donne la possibilité aux exploitants d'avoir une approche proportionnée aux enjeux, privilégiant les techniques de réduction à la source ou l'emploi de technique de traitement très performante des principaux rejets et de se conformer à une valeur limite équivalente fixée sur le flux total de COV émis, appelée émission cible au lieu de respecter les valeurs limites fixées pour chaque point d'émission canalisée et pour les émissions diffuses.

La circulaire du 23 décembre 2003 relative aux Schémas de Maîtrise des Émissions de composés organiques volatils présente les modalités de calcul de l'émission cible. Pour le secteur de l'héliogravure, la circulaire précise :

« 3.1.2. Autres ateliers d'héliogravure, flexographie, contrecollage ou vernissage associé à un procédé d'impression

3.1.2.1. Installations autorisées après le 1^{er} janvier 2001

L'émission annuelle cible est égale à :

- 1,2 kg de COV par kg d'extraits secs utilisé dans l'année en cours pour les installations dont la consommation annuelle de solvant est inférieure ou égale à 25 tonnes ;*
- 1 kg de COV par kg d'extraits secs utilisé dans l'année en cours pour les installations dont la consommation annuelle de solvant est supérieure à 25 tonnes.*

3.1.2.2. Installations autorisées avant le 1^{er} janvier 2001

L'exploitant a le choix entre deux méthodes. Il détermine l'émission annuelle cible comme au point 3.1.2.1 ci-dessus ou selon la méthode suivante, s'il dispose des données pertinentes pour le calcul :

a) On détermine l'émission annuelle de référence (EAR) au moyen du plan de gestion de solvant établi sur l'année de référence et la masse d'extraits secs (ESR) utilisée au cours de la même année.

b) L'émission cible est égale à :

- (0,3 EAR/ESR) kg de COV par kg d'extraits secs utilisé dans l'année en cours pour les installations dont la consommation annuelle de solvant est inférieure ou égale à 25 tonnes ;*
- (0,25 EAR/ESR) kg de COV par kg d'extraits secs utilisé dans l'année en cours pour les installations dont la consommation annuelle de solvant est supérieure à 25 tonnes. »*

La société CPC COTENTIN était autorisée avant le 1er janvier 2001. Elle a le choix entre les deux méthodes. Ceci étant, peu importe la méthode retenue, les données fournies à l'inspection montre qu'elle respecte l'émission cible. Il reste toutefois à la société CPC COTENTIN à formuler sa demande en bonne et due forme.

Cependant, elle est également soumise aux dispositions de la directive IPPC, désormais remplacée par la directive IED (directive relative aux Émissions Industrielles) qui prévoit la mise en œuvre des meilleurs techniques disponibles (MTD). Pour le secteur de l'héliogravure, le document de référence appelé BREF STS fait état des éléments suivants :

"(Extrait de la synthèse des MTD)

Les valeurs cibles d'émissions de COV sont indiquées pour les trois scénarios que l'on peut rencontrer (MTD):

Scénario 1 : Si toutes les machines concernées sont reliées à un équipement de traitement des gaz résiduels :

- Avec oxydation, les émissions totales vont de 7,5 à 12,5% de l'émission de référence.*
- Avec récupération, les émissions totales représentent de 10 à 15% de l'émission de référence.*

Scénario 2 : Si seulement une partie des machines concernées est reliée à un équipement de traitement des gaz résiduels, la somme des émissions provenant des machines reliées à l'équipement doit

être la suivante:

-Avec oxydation, émissions totales de 7,5 à 12,5% de l'émission de référence.

-Avec récupération, émissions totales de 10 à 15% de l'émission de référence.

Pour les machines qui ne sont pas reliées au système de traitement : utiliser des produits contenant peu ou pas de solvants sur ces machines, raccorder à l'équipement de traitement lorsqu'il est disponible, réaliser les travaux à teneur élevée en solvants sur les machines raccordées à l'équipement de traitement.

Scénario 3 :

Lorsque les installations utilisent des produits de substitution, suivre le développement dans le domaine des encres, des vernis et adhésifs à faible teneur."

Comme les machines d'impression sont toutes raccordées à l'oxydeur, l'établissement CPC se situerait dans le scénario 1 avec oxydation. Dans ce cas, l'émission totale du site doit être au maximum de 12,5% de l'émission de référence définie à l'annexe II B de la directive. D'après le plan de gestion des solvants de 2011, l'émission annuelle de référence selon le BREF STS est égale à 91,3 t pour une émission totale évaluée à 114 t en 2011. Pour répondre aux exigences du BREF STS à production constante de 2011, la société CPC doit réduire ses émissions de COV d'environ 22,7 t. Les émissions diffuses étant estimées à 103 t, l'industriel doit agir sur ce poste. Aussi, il est proposé de demander à l'exploitant de rechercher des solutions techniques de réduction des émissions notamment diffuses et de proposer un plan d'actions avec un échéancier justifié.

Concernant le projet de fonctionner avec les 5 machines d'impression héliogravure simultanément, le raccordement à l'oxydeur thermique des 5 machines n'était pas envisageable en l'état, car le débit d'extraction totale excéderait la capacité de l'oxydeur (débit nominal de 55 000 m³/h et débit maximum de 65 000 m³/h). Une étude des performances aérauliques des machines a été confiée à la société OPERATIONAL qui conclut à la possibilité d'optimiser les débits d'extraction de 4 machines pour permettre un traitement de l'intégralité des rejets dans l'oxydeur, sans impacter la qualité du processus d'impression. Toutefois, le pétitionnaire a informé tardivement l'inspection des installations classées de sa décision de ne plus réaliser les optimisations initialement prévues pour des raisons de sécurité et d'exploitation. En effet, les machines d'impression réutilisant une partie de l'air extrait comme air de soufflage, les mesures d'optimisation vont diminuer le débit global de la machine et augmenter sa concentration, et par conséquent la concentration de l'air de soufflage alimentant les groupes d'impression pour le séchage. Le recyclage d'air et l'optimisation des débits vont élever la concentration de solvant de l'air extrait des groupes avec le risque d'approcher, voire de dépasser le seuil de 25% de la LIE. Rester en dessous de ce seuil est une règle de sécurité pour limiter les risques d'explosion et tout dépassement entraînerait l'arrêt automatique des machines d'impression dès détection par les capteurs de sécurité.

Dans ces conditions, nous proposons de maintenir le bridage actuel des installations de manière à ne pas permettre un fonctionnement des lignes d'impression dépassant le dimensionnement de l'oxydeur thermique.

Les autres émissions du site sont générées par les installations de combustion fonctionnant au gaz naturel (chaudière eau chaude, brûleurs gaz associés à la machine d'impression, chaudière fluide thermique). Ces rejets présentent peu d'enjeu du fait de la faible puissance des installations de combustion. L'examen de conformité de ces installations a toutefois révélé une trop faible vitesse d'éjection des gaz pour les chaudières (sauf la chaudière fluide thermique) nécessitant d'équiper les cheminées de convergent.

Concernant l'évaluation des risques sanitaires, les solvants employés ne présentent pas de caractéristiques dangereuse pour la santé humaine (pas d'emploi de produits cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques).

Parmi les sept solvants les plus utilisés, seuls deux d'entre eux disposent de valeur toxicologique de référence (VTR) pour l'inhalation : 2 butanone (appelé aussi méthyl-éthyle-cétone (MEK)) et 1-methoxy-2-propanol. Il s'agit de VTR pour les effets à seuil ou systémiques. Ces substances n'ont pas de VTR pour les effets sans seuil ou cancérigènes.

La dispersion atmosphérique de ces deux polluants a été réalisée à partir des émissions canalisées et diffuses annuelles évaluées à partir du plan de gestion de solvant de manière à déterminer la concentration moyenne d'exposition des riverains de l'entreprise intégrant le temps et la fréquence d'exposition et à la comparer à la valeur toxicologique de référence. Il ressort des calculs effectués pour les scénarios d'exposition correspondant aux habitants voisins et aux employés des entreprises de la zone industrielle que le risque sanitaire est acceptable.

Nous proposons de reconduire les normes de rejet à respecter, de maintenir la fréquence annuelle des mesures des rejets de l'oxydeur, de prescrire des dispositifs de contrôle, d'alarme et de suivi continu du bon fonctionnement des installations. Elles sont détaillées au titre 3 et à l'article 10.2.1 du projet d'arrêté.

III.2. Prévention de la pollution des sols et des eaux souterraines

Le risque de pollution des sols et des eaux souterraines concerne essentiellement les stockages extérieurs de produits liquides inflammables et de déchets. Afin de prévenir ce risque, les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- la future zone de stockage des encres et vernis sera sur rétention,
- les cuves enterrées de stockage de solvants sont en double peau, équipées d'un dispositif détection de fuite et placées dans une fosse en béton,
- la zone de déchargement des fûts d'encres et solvants est en rétention,
- le local « Dosing » et la laverie sont dotés de caniveaux reliés à un réservoir faisant office de rétention dont le trop plein communique avec la rétention de l'aire de déchargement.

En revanche, la zone de dépotage par gravité des cuves enterrées de solvants n'est pas en rétention. L'exploitant propose de se doter d'une rétention souple qui serait dépliée sous le camion pendant la durée du dépotage. Le dispositif prévu serait adapté à de petites fuites. Compte tenu des pentes des terrains, en cas de fuite importante, des écoulements pourraient atteindre la route de la zone d'activité. Aussi, il convient de rechercher les moyens de confiner les écoulements accidentels de solvant.

Nous proposons de prescrire une étude technico-économique visant à rechercher des solutions à la problématique de la rétention d'une fuite accidentelle de liquides inflammables lors d'un dépotage.

Au cours de l'instruction, l'inspection a noté que l'activité de déchargement – dépotage de solvants à destination des deux cuves enterrées n'avait pas été classée. Or, elle relève de la rubrique 1434-2 de la nomenclature des installations classées intitulée *"Installations de chargement et déchargement desservant un stockage de liquides inflammables soumis à autorisation"*. En effet, du fait de la règle de cumul des capacités de stockage, cette activité est classée et doit se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011. Comme il s'agit d'une activité identifiée dans le dossier et connue de l'inspection, nous proposons de lui prescrire les dispositions applicables aux installations existantes de l'arrêté ministériel précité. En particulier, il s'avère que ce texte prévoit que les exploitants d'installations existantes remettent une étude technico-économique au préfet, au plus tard le 1er janvier 2015, en vue de se conformer à l'obligation de disposer d'une rétention au niveau de l'aire de dépotage.

III.3. Prévention de la pollution de l'eau

La société CPC COTENTIN est alimentée exclusivement en eau de ville. La consommation est de 1900 m³/an représentée en majorité par les besoins en eaux domestiques (douches, WC, lavabos, bureaux).

Ces eaux domestiques sont orientées vers la station communale de Saint-Symphorien-le-Valois.

Les effluents industriels (80 m³/an environ) sont constitués des eaux de lavage des sols et de purges de chaudières. Ceux-ci sont traités par la station d'épuration communale. CPC COTENTIN dispose d'une convention spéciale autorisant le déversement de ces effluents, passée avec le Syndicat d'assainissement local.

Les eaux pluviales générées par le site (toitures et voiries) sont récupérées par le réseau pluvial du site, puis rejoignent le réseau de la commune de la Haye du Puits avant d'être rejetées dans le ruisseau le Moulin. Certaines eaux de toiture (côté Nord du bâtiment HELIO et du hall de stockage de matières premières) sont dirigées directement dans le rû situé à l'arrière du site (côté Nord). Le projet d'extension

du bâtiment HELIO et de démantèlement de l'activité OFFSET va conduire à une réduction des surfaces imperméabilisées :

- la surface totale des bâtiments passera de 10 917 à 8 617 m²,
- la surface des voiries et parking passera de 9 093 à 8 041 m².

Ceci va concourir à diminuer le volume collecté des eaux pluviales. Les aménagements prévus vont nécessiter des modifications des réseaux de collecte des eaux pluviales. L'exploitant prévoit de réduire le nombre de points de rejet :

- un pour le réseau de collecte des futurs aménagements de voiries et parkings PL (qui sera doté d'un deshuileur-débourbeur et d'une vanne de barrage/confinement en cas de pollution),
- un pour le réseau du futur parking VL, doté d'un deshuileur-débourbeur et d'une vanne de barrage/confinement en cas de pollution,
- la conservation du réseau existant de collecte des eaux pluviales du parking qui comporte un deshuileur-débourbeur et une vanne de barrage,
- le rejet du bassin de rétention des eaux pluviales de la cour Ouest où sont manipulés les encres et les vernis.

Le site comporte un bassin de rétention des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées, collectées au niveau du point bas de la cour Ouest où sont manipulés les encres, vernis et solvants à proximité du local Dosing. Les eaux pluviales recueillies au point bas de la cour sont transférées vers le bassin, puis, après contrôle sont rejetées ou éventuellement traitées comme un déchet liquide selon les résultats du contrôle. Le rejet réalisé à l'arrière du site rejoint le ruisseau "le Moulin".

L'exploitant prévoit de se doter de plusieurs débourbeurs-deshuileurs dimensionnés pour respecter les valeurs limites suivantes :

- concentration en matières en suspension inférieure ou égale à 30mg/l,
- concentration en hydrocarbures totaux inférieure ou égale à 5mg/l.

Nous proposons de prescrire l'installation des dispositifs de traitement prévus sur les réseaux de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, de reprendre les valeurs limites de rejet précitées et de prévoir un contrôle annuel des rejets et de l'état des dispositifs. Les modalités de traitement des eaux et les normes de rejets associées sont définies au titre 4 du projet d'arrêté.

III.4. Prévention des émissions sonores

Le site est implanté dans une zone industrielle. Les émissions sonores de la zone d'étude sont essentiellement marquées par le trafic de la route départementale 900 et par l'activité des entreprises installées sur la zone industrielle.

Les mesures des émissions sonores réalisées en périphérie et au niveau d'une habitation directement exposée (sans obstacle et en vue directe avec l'usine) montre la conformité réglementaire des bruits émis par l'établissement avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. Les mesures de jour et de nuit n'excèdent pas les valeurs maximales autorisées, de même que les valeurs limites d'urgence de jour et de nuit applicables aux zones dites à urgence réglementée.

Les dispositions réglementaires applicables sont respectées.

III.5. Gestion des déchets

Les déchets produits par l'établissement sont composés de déchets non dangereux (plastiques, papiers, cartons, ferraille) représentant la majorité des tonnages et de déchets dangereux (boues d'encres et de vernis, solvants de nettoyage souillés, fûts souillés,...).

Les filières d'élimination sont connues. Les modalités de gestion des déchets apparaissent correctes. Les conditions de stockage des déchets, dans l'attente de leur évacuation vers les filières de traitement agréées seront améliorées lorsque l'aire de stockage extérieure des encres et vernis sera construite. Le pétitionnaire prévoit d'y entreposer les déchets dangereux liquides solvantés.

III.6 Circulation

Le trafic lié à l'activité du site représente en moyenne 11 poids lourds par jour et 120 véhicules légers. Ce trafic apparaît négligeable au regard du trafic moyen de la RD900 desservant la zone industrielle (4657 véhicules par jour dont 517 poids lourds).

Par ailleurs, par rapport à la remarque de la DDTM relative à la sécurité routière, le projet d'extension va induire un nouveau plan de circulation interne qui réduira au strict minimum les circulations d'engins à l'extérieur du site.

III.7. Prévention des risques

Les principaux risques industriels liés aux activités du site sont l'incendie, l'explosion et le risque de pollution des eaux et des sols. Ils résultent principalement de l'emploi de produits inflammables dans le procédé d'impression HELIO comme les encres et solvants et de produits solides combustibles comme les bobines de papier et de plastique.

L'étude des dangers a permis d'identifier les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets en dehors des limites de l'établissement pour lesquels les effets sur l'homme ont été modélisés (cf annexe 3), à savoir :

- l'incendie généralisé du bâtiment HELIO (scénario 2 (y compris l'extension)),
- l'incendie généralisé du bâtiment OFFSET,
- l'incendie et l'explosion du l'atelier de préparation des encres (local dosing, scénario 6 et 7),
- l'incendie et l'explosion du local laverie (scénario 17 et 18),
- l'incendie et l'explosion de la zone de stockage des liquides inflammables,
- l'incendie du hall de stockage de bobines plastiques et papiers (31),
- l'explosion de l'oxydeur thermique (45).

L'incendie généralisé du bâtiment OFFSET ne sera pas repris compte tenu de l'arrêt effectif de l'activité OFFSET et de son prochain démantèlement.

L'étude des effets de l'incendie de l'aire actuelle de stockage des encres, vernis et solvants a confirmé la probable propagation de l'incendie à l'usine HELIO motivant le projet de déplacement et de reconfiguration du stockage des produits liquides inflammables. Le présent rapport se limitera à faire état de l'étude des effets des phénomènes dangereux du futur stockage.

Les modélisations des scénarios d'accident (incendie, explosion) ont été réalisées en considérant les mesures de protection et de limitation du risque de propagation de l'incendie défaillantes et opérationnelles (à savoir les murs et portes coupe-feu 2 heures (CF2h) des différents locaux à risque du bâtiment HELIO). Elles montrent que :

- les zones des effets thermiques et de surpression des scénarios d'accident des différents locaux correspondant aux seuils des effets létaux significatifs, des premiers effets létaux et des effets irréversibles sur l'homme pour les effets thermiques et de surpression atteignent principalement le champ voisin situé sur la commune de St Symphorien le Valois ;
- les distances des effets irréversibles pour l'homme des scénarios d'incendie et d'explosion du futur stockage sortent très peu du site (au Nord) ;
- le seuil d'effet de surpression à 20 mbar (destruction significative des vitres) du scénario d'explosion du local "Dosing" atteint partiellement un bâtiment voisin ;
- les distances des effets thermiques sont significativement réduites avec les murs séparatifs et les portes coupe-feu deux heures, mais la proximité des locaux de la limite de propriété (3 à 5 mètres) fait que les zones d'effets sortent nécessairement du site.

Les cartographies des zones d'effets sont en annexe 4 du présent rapport.

Concernant l'extension du bâtiment HELIO, diverses modélisations des scénarios d'incendie ont été faites pour déterminer les zones d'effet sortant du site et les potentiels effets dominos impactant les installations voisines. L'étude montre notamment que l'incendie généralisé de l'extension a des effets

thermiques irréversibles qui sortent au Nord du site de quelques mètres et atteignent le champ voisin. Les effets dominos sont à redouter au niveau du hall de stockage des matières premières, du hall d'expédition des produits finis et du local de production de la ligne d'impression ROTOMECH. L'exploitant a retenu le principe de prévoir des murs intérieurs coupe-feu 2 heures conformes aux critères réglementaires et normatifs de manière à isoler le hall de stockage des matières premières de l'extension y compris le hall d'expédition. Il n'a pas prévu de mur coupe-feu entre l'extension et le local HELIO abritant la ligne ROTOMECH, ce dernier local étant isolé par un mur et des portes coupe-feu des autres ateliers de production du bâtiment HELIO.

Vis-à-vis des risques identifiés, des mesures de prévention et de protection sont en place ou projetées :

- un système de détection incendie sur l'ensemble du site,
- des moyens internes de protection incendie constitués de 65 extincteurs et de 16 lances RIA,
- la présence de murs intérieurs et portes coupe-feu au niveau des locaux à risque "solvant",
- des dispositifs de désenfumage dans les locaux à risque,
- des personnels formés au risque incendie dont des pompiers volontaires,
- l'identification des zones à risque d'explosion réalisée ainsi que la vérification de l'adéquation des matériels électriques présents ; il reste toutefois des actions correctives à finaliser ;
- la vérification annuelle des installations électriques et en plus, la réalisation de contrôles thermographiques infrarouge des armoires électriques notamment,
- la ventilation prévue des locaux à risque "solvants",
- les machines d'impression sont équipées de capteurs d'explosivité mettant en sécurité les lignes en cas de concentration en solvant trop élevée de l'air de séchage ;
- l'existence de procédures d'exploitation et de sécurité,
- le projet d'équiper les machines d'impression de systèmes d'extinction automatique incendie au CO₂,
- le projet de murs intérieurs coupe-feu 2 heures au niveau de l'extension,
- le projet de reconfiguration du dépôt d'encre, vernis et solvants.

Concernant le futur dépôt, il est prévu de disposer en périphérie des merlons de terre de 3,3 mètres de hauteur et de positionner la dalle du dépôt à 70 cm au-dessous du niveau du sol. Cet aménagement va créer un écran de 4 mètres de hauteur, ce qui réduit l'étendue des zones d'effets thermiques. De plus, l'implantation sera réalisée de manière à ce que les zones d'effets n'excèdent pas la limite de propriété. Les dernières évolutions du projet (réduction de la surface du dépôt) permettent d'affirmer que les zones d'effets ne sortent pas du site. De manière à garantir ce résultat, nous proposons de reprendre dans le projet d'arrêté la distance d'éloignement à respecter vis-à-vis de la limite de propriété, à savoir 16 mètres.

Afin d'apprécier l'acceptabilité des risques, le rédacteur de l'étude des dangers s'est appuyé sur les critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques accidentels des établissements à risque majeur dits SEVESO explicités dans la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003.

La gravité des conséquences a été évaluée à l'aide de la grille de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 et de la fiche méthodologique n° 1 de la circulaire du 10 mai 2010 (cf copie des annexes I, II et III de l'arrêté ministériel précité en annexe 5 du rapport).

La probabilité des scénarios d'accident a été estimée selon une approche qualitative. Du fait du retour d'expérience de la profession, les scénarios d'incendie généralisé ont été cotés en probabilité C " événement improbable" et les scénarios d'explosion étudiés ont été cotés D " événements très improbables". A défaut de disposer de base de données de probabilité adaptée, cette approche qualitative est recevable et les cotations retenues se défendent.

A partir des couples probabilité-gravité, les différents scénarios ont été positionnés dans la matrice des risques :

Matrice de maîtrise des risques appliquée au site

Gravité des conséquences sur les personnes exposées au risque	Probabilité (sens croissant de E vers A)				
	E	D	C	B	A
Désastreux	MMR	NON	NON	NON	NON
Catastrophique	MMR	MMR	NON	NON	NON
Important	MMR	MMR [2 ¹ , 7, 18]	MMR [2R, 6, 17, 31]	NON	NON
Sérieux		[45]	MMR	MMR	NON
Modéré					MMR

-[X] : n° des scénarios ;

-R : avec prise en compte des murs et portes coupe-feu,

-1 : application d'une décote à la probabilité du scénario sans prise en compte des murs coupe-feu.

Selon les critères applicables aux établissements SEVESO, aucun des scénarios n'est positionné en zone inacceptable (case NON). En revanche, la plupart des scénarios sont positionnés dans une case MMR pour laquelle il convient de vérifier que l'exploitant a analysé toutes les mesures de maîtrise du risque envisageables et mis en œuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus.

Dans le cas présent, le positionnement des scénarios d'accident résulte essentiellement du fait que les zones des effets létaux significatifs sortent du site et que les règles de comptage des personnes susceptibles d'être atteintes stipulent que, pour les terrains non bâtis, le nombre de personnes exposées doit être pris au moins égal à 1. Or, dans les zones d'effets thermiques et de surpression, il est recensé une piste d'entraînement pour chevaux longeant l'arrière du site et pour l'incendie généralisé du bâtiment HELIO, une atteinte localisée de la route d'accès à la zone industrielle.

Dans ces conditions, considérant les mesures de sécurité prises et celles proposées par l'exploitant, la faible étendue des zones d'effets sortant du site, les enjeux recensés et le principe de proportionnalité, le degré de maîtrise des risques est jugé acceptable. Toutefois, il est proposé de demander à l'exploitant de compléter les mesures de sécurité par :

- la sécurisation de la ventilation des locaux à risques
- l'installation de détecteurs de gaz.

Concernant les ressources en eau d'extinction, les besoins en eau nécessaires à une intervention des pompiers ont été évalués à 150 m³/h sur 2 heures. Ils sont couverts par les 2 poteaux incendie présents à proximité du site et la réserve incendie de 120 m³ de la zone industrielle conformément à l'avis du SDIS du 12 avril 2013

Dans le cas du futur stockage extérieur des encres, solvants et vernis, il a été demandé à l'exploitant de déterminer les besoins en émulseur nécessaires à la maîtrise d'un incendie généralisé. L'exploitant a confié à l'APAVE Normandie la détermination des besoins pour les phases de temporisation et d'extinction selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et l'annexe de la norme NF EN 13565-2 5 (Chapitre 5). Il en résulte les besoins suivants :

- phase temporisation
 - durée retenue 1 heure,
 - taux d'application de solution moussante réduit de 5l/m²/mn,
 - concentration en émulseur bas foisonnement de la solution moussante de 6%,
 - quantité d'émulseur nécessaire évaluée à 5 130 l.

- phase extinction
 - durée retenue ½ heure,
 - taux d'application de 10l/m2/mn,
 - quantité d'émulseur évaluée à 5 130 l.

L'exploitant ne prévoit pas de disposer d'une réserve en émulseur, mais il compte s'appuyer sur celles des services d'incendie et de secours. Au plan réglementaire, l'obligation de disposer des moyens en eau et en émulseur est applicable au dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation dès lors que le feu de récipients de solvants, encres et vernis a des effets sortant des limites du site. L'exploitant a revu le dimensionnement de son projet pour des raisons économiques. Il prévoit désormais un stockage d'une surface de 285 m² au lieu de 390 m² et d'une capacité maximale de 100 m³ au lieu de 160 m³. Ceci entraîne une réduction des zones d'effets thermiques qui restent dans les limites du site. Dans ces conditions, il n'est plus réglementairement obligé de disposer des ressources en eau et en émulseur. Toutefois, l'inspection a interrogé le service départemental d'incendie afin de savoir si la position de l'exploitant de faire reposer l'intégralité de la ressource en émulseur sur les services d'intervention des pompiers était partagée et dans la négative, d'indiquer la quantité dont devrait à minima disposer l'exploitant.

Le directeur départemental du SDIS a validé le calcul des besoins et précisé qu'il lui "*apparaît nécessaire de pouvoir disposer sur site, d'une réserve d'émulseur nécessaire à la temporisation d'un sinistre, le temps de mobiliser les moyens du SDIS pour parfaire l'extinction*" (avis du 12 novembre 2013). Aussi, nous proposons de prescrire à l'exploitant de disposer d'une réserve d'émulseur répondant au besoin de la phase de temporisation.

En matière de confinement des eaux d'extinction, l'exploitant prévoit d'équiper les points de rejet des eaux pluviales de dispositif d'obturation. Mais il n'a pas prévu de bassin de confinement. Il prévoit d'utiliser la zone du futur quai des expéditions comme aire de confinement. Le volume à confiner a été déterminé selon la règle D9A utilisée par le SDIS : l'exploitant doit disposer d'une capacité de confinement de 540 m³.

En l'état du projet, il n'est pas possible de se prononcer sur le caractère suffisant ou non des mesures proposées. La conception des aires de circulation et des quais d'expédition peut permettre de créer des secteurs de rétention suffisamment dimensionnés, mais nous ne disposons pas tous les éléments pour statuer.

Aussi, nous proposons de prescrire à l'exploitant de disposer des capacités de confinement des eaux d'extinction et de préciser la ou les capacités disponibles au terme des travaux, de vérifier qu'elles répondent au besoin et le cas échéant de compléter le dispositif pour disposer effectivement d'une capacité totale de 540 m³.

Concernant le cas particulier de la rétention du stockage extérieur de liquides inflammables, elle a été déterminé de manière à permettre à la fois la rétention de l'ensemble des liquides présents ainsi que les eaux d'extinction. La rétention sera en béton recouvert d'un produit d'étanchéité aux solvants utilisés et conçue avec un jeu de pente et une petite fosse en point bas dotée d'une détection de liquide avec un report d'alarme. Afin de sécuriser le volume de rétention, l'exploitant prévoit une rehausse d'un mètre en périphérie du stockage.

Nous proposons de reprendre les caractéristiques de la rétention du futur stockage d'encres et vernis dans le projet de prescriptions.

IV. CONCLUSIONS

L'instruction de la demande d'autorisation présentée par la société CPC COTENTIN ne fait pas apparaître d'impacts ou de risques qui ne puissent être encadrés par des prescriptions réglementaires rendant son exploitation compatible avec les enjeux environnementaux du secteur d'étude.

Le dossier de demande d'autorisation comporte des propositions d'amélioration de la sécurité et de la maîtrise des impacts. Il est regrettable que l'exploitant n'ait pas avancé sur le sujet de la maîtrise des émissions de COV. Certes, il a mené ces dernières années de gros efforts pour maîtriser l'oxydeur thermique des rejets des lignes d'impression et en fiabiliser le fonctionnement. En revanche, il n'a pas

progressé sur la question de la conformité des rejets de la laverie qui, fort probablement, passe par l'élaboration d'un SME. Il lui reste donc des actions à mener dans ce domaine.

Le dossier initial a vu de nombreuses évolutions liées à son projet d'extension de l'activité HELIO, à l'arrêt de l'activité OFFSET et à l'abandon du projet d'optimisation des débits d'aspiration des lignes d'impression. Ceci a occasionné le prolongement de l'instruction de manière à ajuster la proposition de prescriptions à l'état futur de l'établissement. Globalement, les évolutions devraient constituer "un plus environnemental" du fait de la rationalisation du processus de fabrication en résultant.

Au plan des risques accidentels, le futur stockage d'encres, vernis et solvants constituera une amélioration sensible de la sécurité de l'établissement.

Les prescriptions du projet d'arrêté sont de nature à répondre aux remarques émises lors des consultations. Il prévoit des contrôles, vérifications et actions à réaliser dans des délais définis qui permettront d'aboutir à un niveau de protection de l'environnement satisfaisant.

Compte tenu que des scénarios d'accident ont des zones d'effets qui sortent du site, l'inspection rédigera prochainement un rapport rassemblant les éléments relatifs aux risques technologiques de l'établissement CPC de manière à permettre le "porter à connaissance des risques technologiques" auprès des élus dans l'objectif de maîtriser l'urbanisation des terrains concernés.

En conséquence, nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'émettre un avis favorable à la demande aux conditions définies dans le projet d'arrêté préfectoral joint en annexe.

Le Chef de l'Unité territoriale,
Inspecteur des installations classées,


Laurent PALIX

Vu, adopté et transmis,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef du Service des Risques Technologiques et Naturels,


Olivier LAGNEAUX

Annexe 2 : situation avant projet

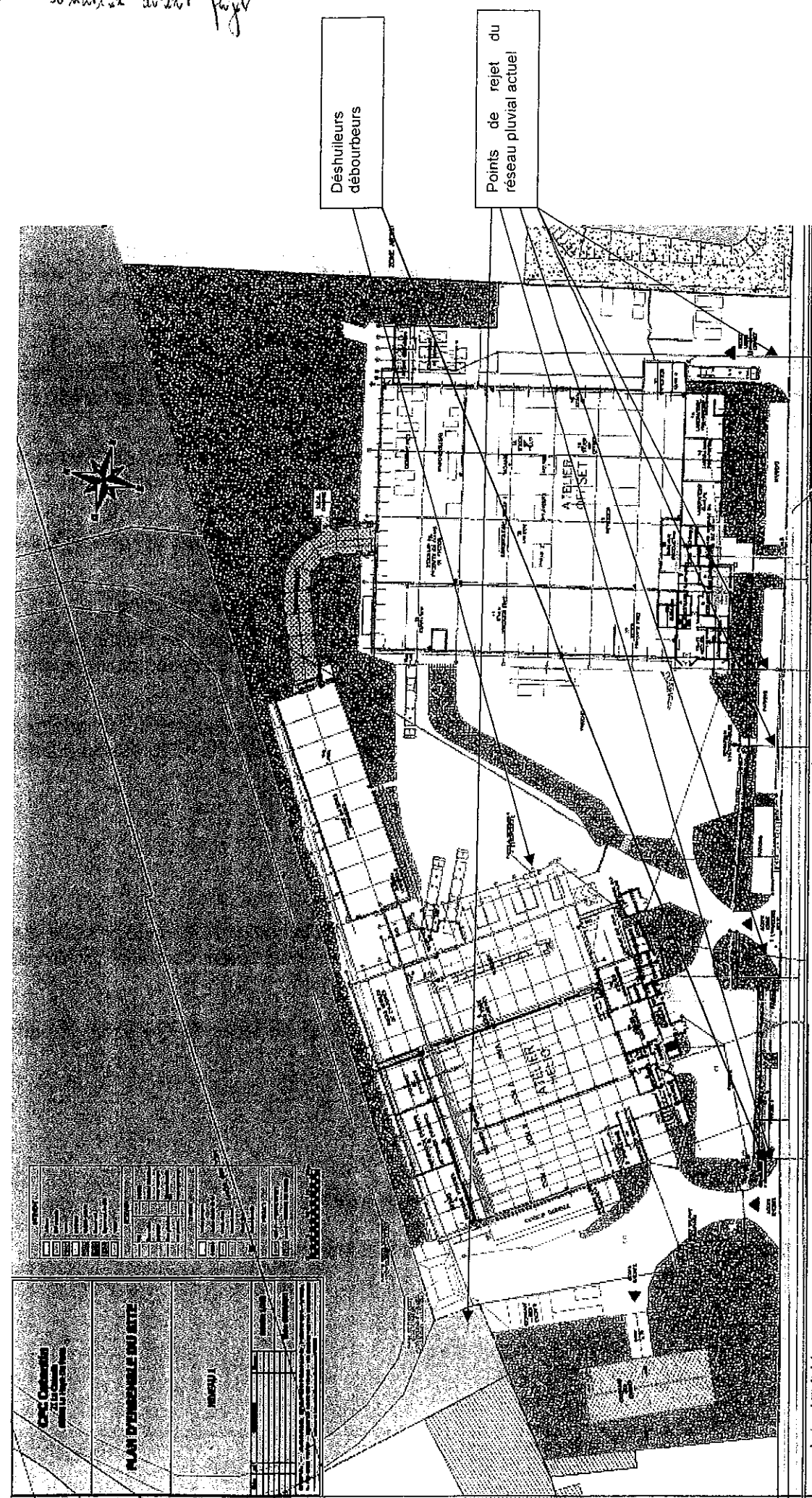


Figure 30 : Localisation actuelle des points de rejets du réseau pluvial et des déshuileurs débourbeurs

Dossier réalisé avec le concours de CETE Apave Nord-Ouest
Agence de Caen - 5 rue d'Atalante - Le Citis - BP200 - 14209 HEROUVILLE ST CLAIR

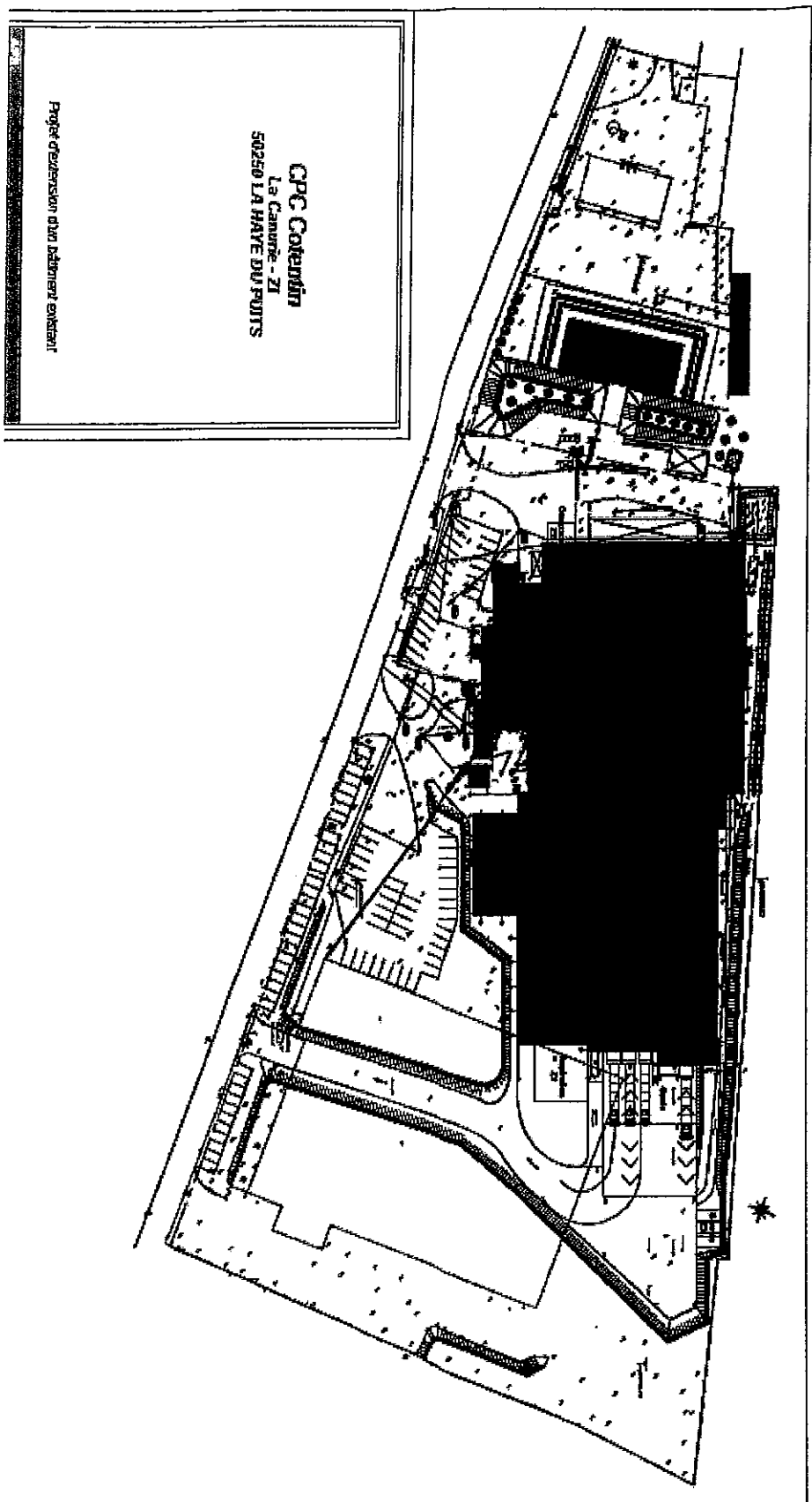
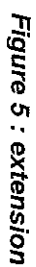


Figure 4 : plan futur du site

Dossier réalisé avec le concours de CETE Apave Nord-Ouest
Agence de Caen - 5 rue d'Atalante - Le Cdtis - BP200 - 14209 HEROUVILLE ST CLAIR

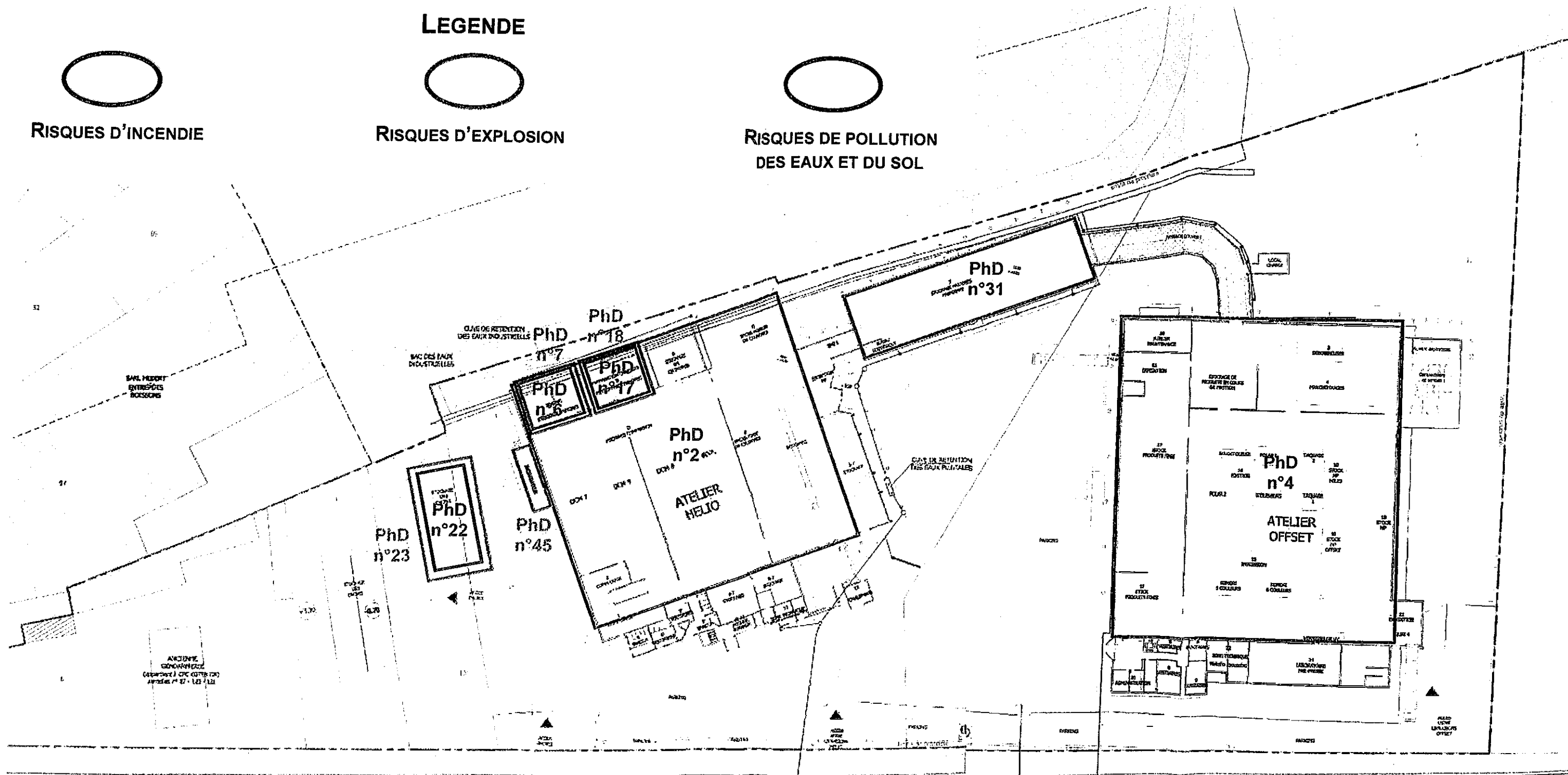
Notice Technique



RISQUES D'INCENDIE

RISQUES D'EXPLOSION

RISQUES DE POLLUTION DES EAUX ET DU SOL



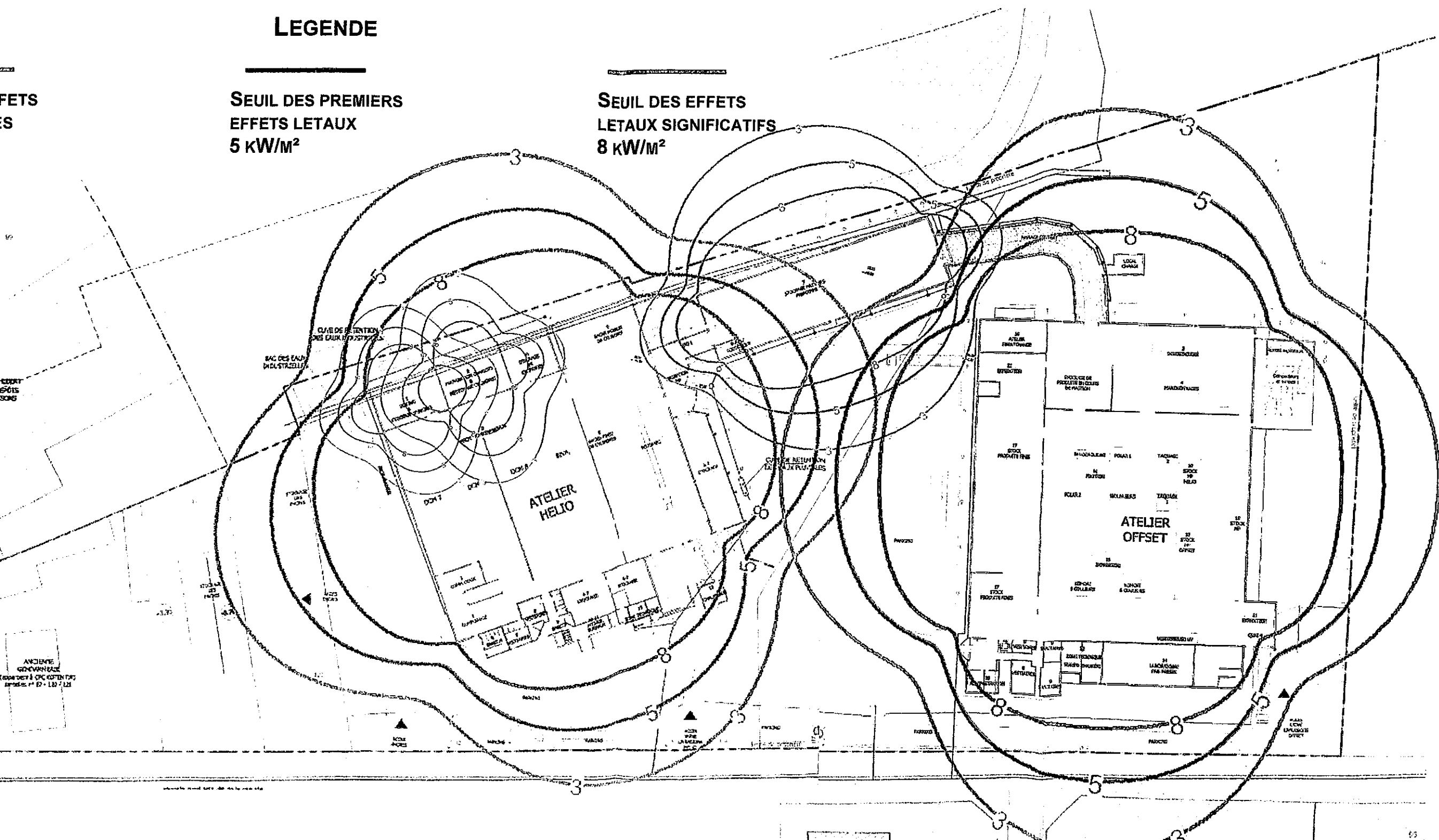
ECHELLE 1/900^{EME}

CARTOGRAPHIE DES ZONES D'EFFETS THERMIQUES DES PHENOMENES DANGEREUX SUR LE SITE CPC COTENTIN

LEGENDE

SEUIL DES PREMIERS
EFFETS LETAUX
5 kW/M²

SEUIL DES EFFETS
LETAUX SIGNIFICATIFS
8 kW/M²



ORTOGRAPHIE DES ZONES D'EFFETS THERMIQUES DES PHENOMENES DANGEREUX RESIDUELS SUR LE SITE CPC COTENTIN

LEGENDE

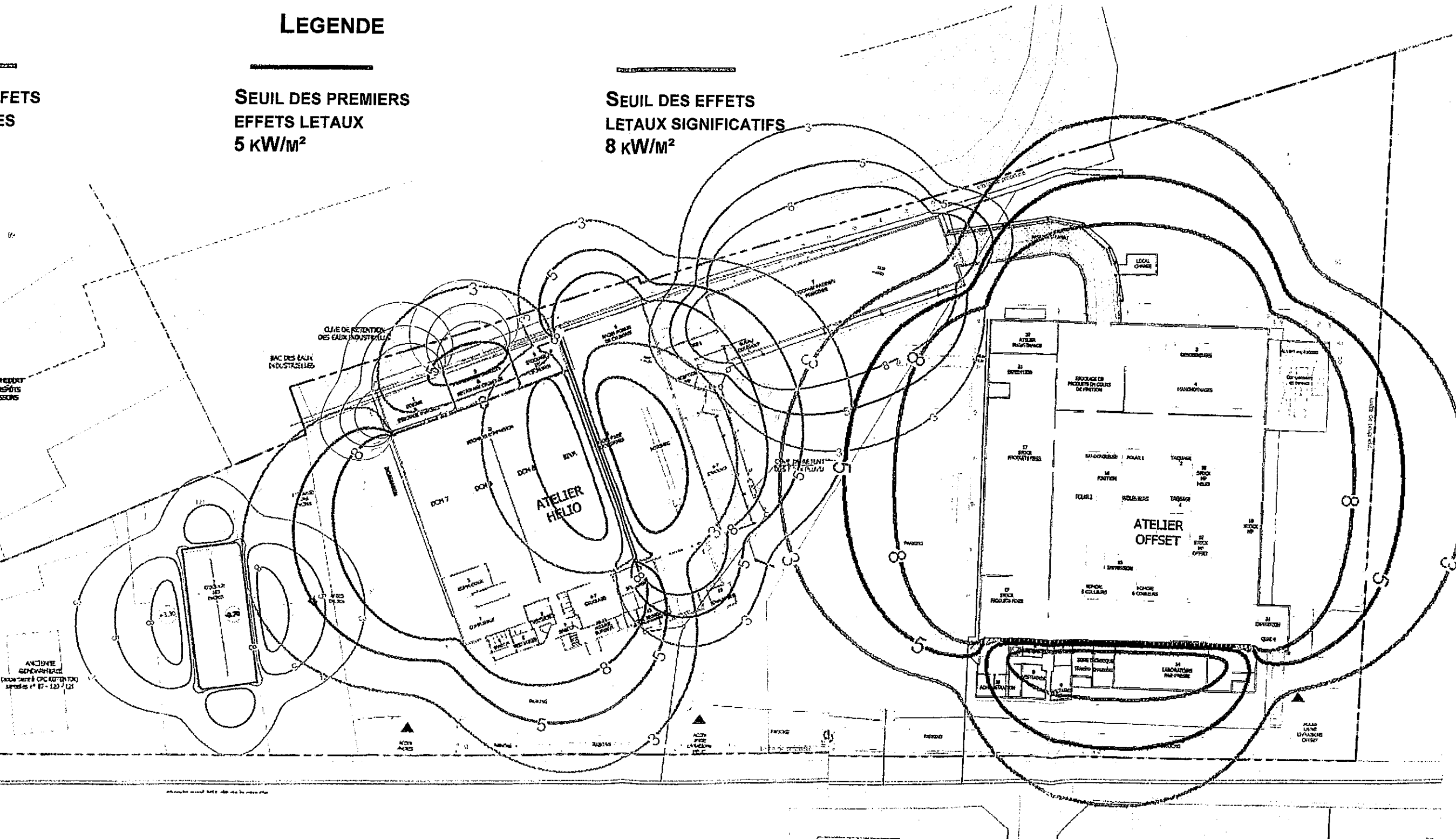
SEUIL DES PREMIERS
EFFETS LETAUX
5 kW/m²

SEUIL DES EFFETS
LETAUX SIGNIFICATIFS
8 kW/m²

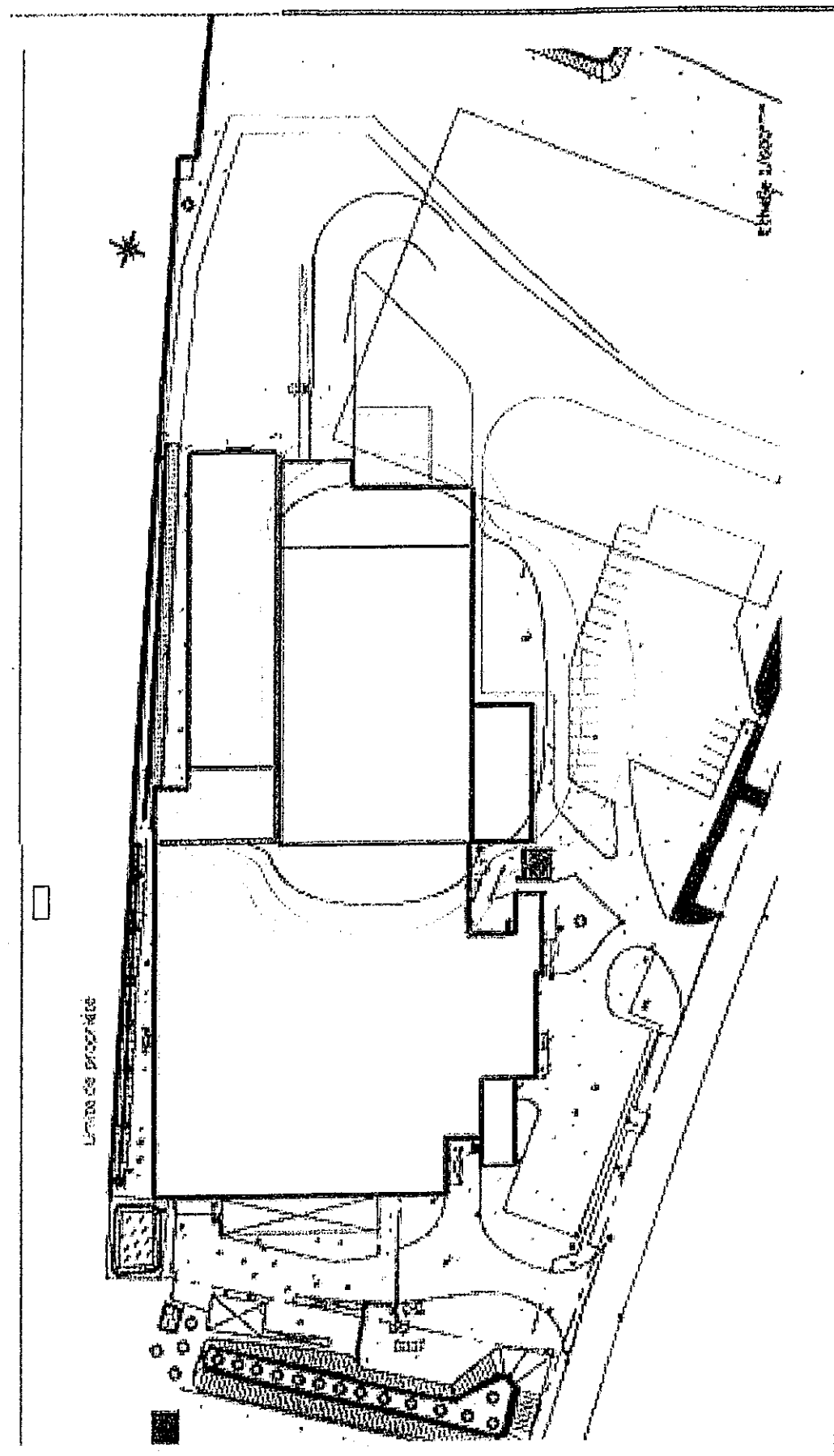
FETS
ES

REDOT
SOTS
SSONS

ANCIENNE
GENDARMERIE
D'ORIGINE CPC COTENTIN
ANNÉES 1977-1978-1979



Annexe 4
4/4 bis



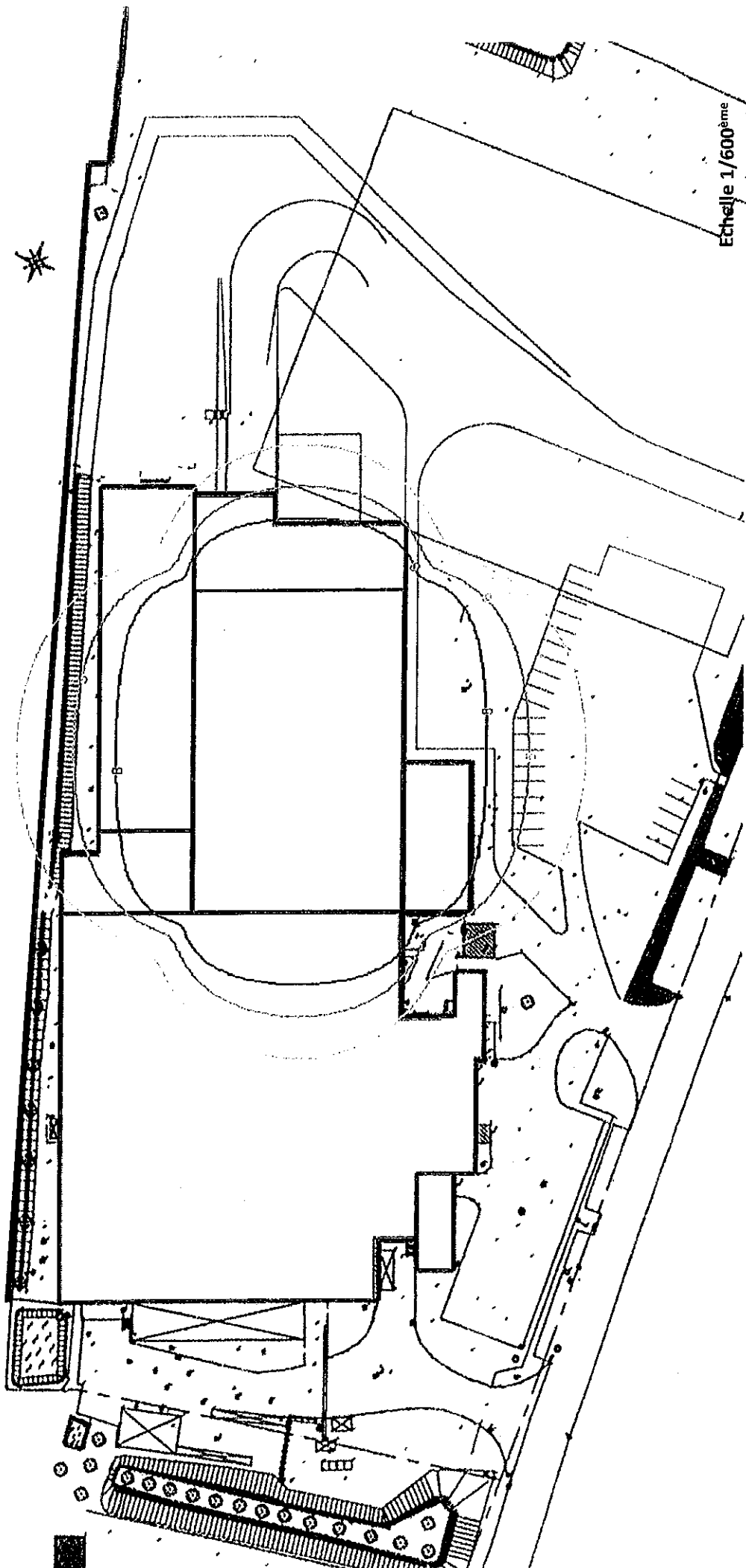
Cartographie des zones d'effets du PhD n°1 – Avec prise en compte des murs coupe-feu (en bleu)

Annexe 4
4/4

Cartographie PhD n°3

Incendie de la partie production – CPC COTENTIN – Sans prise en compte des murs coupe-feu

Limite de propriété



Echelle 1/600^{ème}

ANNEXE I de l'arrêté du 29/09/2005

RELATIVE AUX ÉCHELLES DE PROBABILITÉ

Classe de probabilité Type d'appréciation	E	D	C	B	A
qualitative¹ (les définitions entre guillemets ne sont valables que si le nombre d'installations et le retour d'expérience sont suffisants) ²	« événement possible mais extrêmement peu probable » : <i>n'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années installations..</i>	« événement très improbable » : <i>s'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité.</i>	« événement improbable » : <i>un événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial, sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité.</i>	« événement probable » : <i>s'est produit et/ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation.</i>	« événement courant » : <i>s'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installations, malgré d'éventuelles mesures correctives.</i>
semi-quantitative	Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative, et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place, conformément à l'article 4 du présent arrêté				
Quantitative (par unité et par an)	10^{-5}	10^{-4}	10^{-3}	10^{-2}	

(1) Ces définitions sont conventionnelles et servent d'ordre de grandeur de la probabilité moyenne d'occurrence observable sur un grand nombre d'installations x années. Elles sont inappropriées pour qualifier des événements très rares dans des installations peu nombreuses ou faisant l'objet de modifications techniques ou organisationnelles. En outre, elles ne préjugent pas l'attribution d'une classe de probabilité pour un événement dans une installation particulière, qui découle de l'analyse de risque et peut être différent de l'ordre de grandeur moyen, pour tenir compte du contexte particulier ou de l'historique des installations ou de leur mode de gestion.

(2) Un retour d'expérience mesuré en nombre d'années x installations est dit suffisant s'il est statistiquement représentatif de la fréquence du phénomène (et pas seulement des événements ayant réellement conduit à des dommages) étudié dans le contexte de l'installation considérée, à condition

que cette dernière soit semblable aux installations composant l'échantillon sur lequel ont été observées les données de retour d'expérience. Si le retour d'expérience est limité, les détails figurant en italique ne sont en général pas représentatifs de la probabilité réelle. L'évaluation de la probabilité doit être effectuée par d'autres moyens (études, expertises, essais) que le seul examen du retour d'expérience.

ANNEXE II de l'AM 29/09/2005

RELATIVE AUX VALEURS DE RÉFÉRENCE DE SEUILS D'EFFETS DES PHÉNOMÈNES DANGEREUX POUVANT SURVENIR DANS DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets toxiques

Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes :

	SEUILS D'EFFETS TOXIQUES POUR L'HOMME PAR INHALATION		
	Types d'effets constatés	Concentration d'exposition	Référence
Exposition de 1 à 60 minutes	Létaux	SELS (CL 5 %) SEL (CL 1 %)	Seuils de toxicité aiguë Emissions accidentelles de substances chimiques dangereuses dans l'atmosphère. Ministère de l'écologie et du développement durable. Institut national de l'environnement industriel et des risques. 2003 (et ses mises à jour ultérieures)
	Irréversibles	SEI	
	Réversibles	SER	

Tableau relatif aux valeurs de référence de seuils de toxicité aiguë (SELS : seuil des effets létaux significatifs ; SEL : seuil des effets létaux ; SEI : seuil des effets irréversibles ; SER : seuils des effets réversibles ; CL : concentration létale).

En l'absence de données, d'autres valeurs peuvent être employées sous réserve de justification.

Pour les installations classées figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement, la délimitation des différentes « zones de dangers pour la vie

humaine » mentionnées à l'article L. 515-16 du code de l'environnement correspond aux seuils d'effets de référence suivants :

- les seuils des effets irréversibles (SEI) délimitent la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
- les seuils des effets létaux (SEL) correspondant à une CL 1 % délimitent la « zone des dangers graves pour la vie humaine » ;
- les seuils des effets létaux significatifs (SELS) correspondant à une CL 5 % délimitent la « zone des dangers très graves pour la vie humaine ».

Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets de surpression

Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes :

Pour les effets sur les structures :

- 20 hPa ou mbar, seuil des destructions significatives de vitres (1) ;
- 50 hPa ou mbar, seuil des dégâts légers sur les structures ;
- 140 hPa ou mbar, seuil des dégâts graves sur les structures ;
- 200 hPa ou mbar, seuil des effets domino (2) ;
- 300 hPa ou mbar, seuil des dégâts très graves sur les structures.

Pour les effets sur l'homme :

- 20 hPa ou mbar, seuils des effets délimitant la zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme (1) ;
- 50 hPa ou mbar, seuils des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
- 140 hPa ou mbar, seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- 200 hPa ou mbar, seuil des effets létaux significatifs délimitant la « zone des dangers très graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement.

(1) Compte tenu des dispersions de modélisation pour les faibles surpressions, il peut être adopté pour la surpression de 20 mbar une distance d'effets égale à deux fois la distance d'effet obtenue pour une surpression de 50 mbar.

(2) Seuil à partir duquel les effets domino doivent être examinés. Une modulation est possible en fonction des matériaux et structures concernés.

Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets thermiques

Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes :

Pour les effets sur les structures :

- 5 kW/m², seuil des destructions de vitres significatives ;
- 8 kW/m², seuil des effets domino (1) et correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures ;

- 16 kW/m², seuil d'exposition prolongée des structures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures, hors structures béton ;
- 20 kW/m², seuil de tenue du béton pendant plusieurs heures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures béton ;
- 200 kW/m², seuil de ruine du béton en quelques dizaines de minutes.

Pour les effets sur l'homme :

- 3 kW/m² ou 600 [(kW/m²)^{4/3}].s, seuil des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
- 5 kW/m² ou 1 000 [(kW/m²)^{4/3}].s, seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- 8 kW/m² ou 1 800 [(kW/m²)^{4/3}].s, seuil des effets létaux significatifs délimitant la « zone des dangers très graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement.

(1) Seuil à partir duquel les effets domino doivent être examinés. Une modulation est possible en fonction des matériaux et structures concernés.

Valeurs relatives aux seuils d'effets liés à l'impact d'un projectile ou effets de projection

Compte tenu des connaissances limitées en matière de détermination et de modélisation des effets de projection, l'évaluation des effets de projection d'un phénomène dangereux nécessite, le cas échéant, une analyse, au cas par cas, justifiée par l'exploitant.

Pour la délimitation des zones d'effets sur l'homme ou sur les structures des installations classées, il n'existe pas à l'heure actuelle de valeur de référence. Lorsqu'elle s'avère nécessaire, cette délimitation s'appuie sur une analyse au cas par cas comme mentionné au premier alinéa.

A N N E X E III de l'AM du 29/04/2005.

RELATIVE À L'ÉCHELLE D'APPRÉCIATION DE LA GRAVITÉ DES CONSÉQUENCES HUMAINES D'UN ACCIDENT À L'EXTÉRIEUR DES INSTALLATIONS

NIVEAU DE GRAVITÉ des conséquences	ZONE DÉLIMITÉE PAR LE SEUIL des effets létaux significatifs	ZONE DÉLIMITÉE PAR LE SEUIL des effets létaux	ZONE DÉLIMITÉE PAR LE SEUIL des effets irréversibles sur la vie humaine
Désastreux.	Plus de 10 personnes exposées (1).	Plus de 100 personnes exposées.	Plus de 1 000 personnes exposées.
Catastrophique.	Moins de 10 personnes exposées.	Entre 10 et 100 personnes.	Entre 100 et 1 000 personnes exposées.
Important.	Au plus 1 personne exposée.	Entre 1 et 10 personnes exposées.	Entre 10 et 100 personnes exposées.
Sérieux.	Aucune personne exposée.	Au plus 1 personne exposée.	Moins de 10 personnes exposées.
Moderé.	Pas de zone de létalité hors de l'établissement		Présence humaine exposée à des effets irréversibles inférieure à « une personne ».

(1) Personne exposée : en tenant compte le cas échéant des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux si la cinétique de ce dernier et de la propagation de ses effets le permettent.

Dans le cas où les trois critères de l'échelle (effets létaux significatifs, premiers effets létaux et effets irréversibles pour la santé humaine) ne conduisent pas à la même classe de gravité, c'est la classe la plus grave qui est retenue.

Le cas échéant, les modalités d'estimation des flux de personnes à travers une zone sous forme d'« unités statiques équivalentes » utilisée pour calculer la composante « gravité des conséquences » d'un accident donné doivent être précisées dans l'étude de dangers.